

Unité départementale du Littoral  
DREAL Hauts de France  
Rue du Pont de Pierre - CS 60036  
59820 Gravelines Cedex

Gravelines, le 06/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **RAMERY ENVIRONNEMENT**

Parc d'Entreprises La Motte du Bois  
62440 Harnes

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G4\RAMERY  
ENVIRONNEMENT\_ARDRES\_0007004522\2\_Inspections\2024 07 04 Levée MED pollution rivière  
1777  
Code AIOT : 0007004522

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2024 dans l'établissement RAMERY ENVIRONNEMENT implanté Rue de la sucrerie Pont d'Ardres 62610 Ardres. L'inspection a été annoncée le 06/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a porté principalement sur le récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 février 2024 qui a été acté suite à la pollution de la rivière 1777 survenue le 13 septembre 2023 et à l'inspection réactive du 15 septembre 2023.

Certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 mars 2018 concernant la défense incendie ont également été vérifiées au cours de la visite.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RAMERY ENVIRONNEMENT
- Rue de la sucrerie Pont d'Ardres 62610 Ardres
- Code AIOT : 0007004522
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RAMERY ENVIRONNEMENT est régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 21 mars 2018.

L'établissement se situe sur la commune de ARDRES, sur le site de l'ancienne sucrerie exploitée par la société TEREOS.

Les activités relevant du régime de l'autorisation correspondent aux rubriques :

- 2260-a : broyage et criblage de bois naturel (non déchet) et de végétaux à l'aide d'un broyeur mobile d'une puissance maximale de 990 kW,
- 2515-1.a : concassage et criblage de déchets non dangereux inertes à l'aide d'équipements d'une puissance totale maximale de 990 kW,
- 2714-1 : transit, regroupement et tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, bois dans les limites de 9 696 m<sup>3</sup> de déchets non triés en vrac, 180 m<sup>3</sup> de papier/carton, 1 590 m<sup>3</sup> de plastique, 100 m<sup>3</sup> de pneumatiques et 6 000 m<sup>3</sup> de bois traité ou non (non dangereux),
- 2716-1 : transit, regroupement et tri de déchets non dangereux non inertes constitués de déchets industriels non dangereux, d'encombrants, de déchets du BTP en mélange dans les limites de 6 360 m<sup>3</sup> de déchets non dangereux non inertes en mélange, 1 875 m<sup>3</sup> de plâtre et 900 m<sup>3</sup> de déchets verts,
- 2791-1 : broyage de bois non dangereux dans la limite de 60 t/h et 320 t/j.

Deux activités relèvent du régime de la déclaration selon les rubriques :

- 2713 -2 : transit, regroupement ou tri de métaux sur une surface inférieure à 1 000 m<sup>2</sup>,
- 1532-3 : stockage de bois répondant à la définition de la biomasse donnée à la rubrique 2910-A dans la limite de 6 000 m<sup>3</sup>.

**Contexte de l'inspection :**

- Pollution
- Récolement

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 21/03/2018, article 5.2.2	Levée de mise en demeure
2	Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration	Arrêté Préfectoral du 21/03/2018, article 5.3.8.1.	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	collective		
3	Auto-surveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 21/03/2018, article 10.2.2.	Levée de mise en demeure
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/03/2018, article 8.2.6	Sans objet
5	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 21/03/2018, article 8.4.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, nous proposons à Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais de lever l'arrêté de mise en demeure du 2 février 2024.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Collecte des effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2018, article 5.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li> <li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif avec la distribution alimentaire...) ;</li> <li>• les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li> <li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;</li> <li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Inspection du 15/09/23</u></p> <p>L'exploitant ne dispose pas sur site de plan des installations.</p> <p>Par courriel du 25/09/2023, l'exploitant a adressé à l'inspection un extrait de plan des réseaux qui positionne la conduite d'arrivée des effluents dans le bassin dans un angle Nord du bassin alors</p>

que la position de cette conduite a été constatée dans un angle au Sud du bassin (position confirmée par la photo aérienne de localisation des prélèvements du 18/09 transmise par l'exploitant). De plus la forme du bassin est différente sur les deux plans.

Par courriel du 29/09/2023, l'exploitant a confirmé que l'extrait de plan transmis date du dépôt de la demande d'autorisation et qu'il est prévu de réaliser en 2024 un relevé topographique de l'ensemble du site afin de mettre à jour le plan masse incluant tous les réseaux.

**L'exploitant ne dispose pas de plan des réseaux à jour.**

Inspection du 04/07/24

L'exploitant a mis à jour le plan des réseaux du site : indice 2 du 15/04/24.

La conduite d'arrivée des effluents dans le bassin est correctement positionnée. Le plan fait apparaître les pompes de relevage, les vannes de coupure, les compteurs, les limiteurs de débit et le point de rejet.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

## N° 2 : Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/03/2018, article 5.3.8.1.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets dans le milieu naturel

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires définies à l'article 5.3.5 dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies.

Paramètres	Concentration maximale instantanée (mg/l)
pH	5,5 < pH < 8,8
Hydrocarbures totaux	5
MES	30
DCO	125
DBO5	30
Phosphore total	1
Azote Global	10

## Constats :

### Inspection du 15/09/23

L'exploitant a transmis par courriel du 10/10/2023 les résultats des analyses basées sur les prélèvements du 18/09/2023 effectués en sortie de bassin.

Ces résultats montrent des dépassements de V.L.E. pour les deux paramètres suivants :

- DCO : valeur mesurée 951 mg/l (pour VLE de 125 mg/l) ;
- DBO5 : valeur mesurée 540 mg/l (pour VLE de 30 mg/l).

**Les eaux résiduaires, avant rejet au milieu naturel, ne respectent pas les valeurs limites en concentration pour les paramètres DCO et DBO5.**

Par courriel du 10/10/2023, l'exploitant avance les explications suivantes pour ces dépassements :  
« La forte teneur en DCO provient de la matière organique - lignine contenue dans le bois recyclés préparés sur le site. Les pompes ont été arrêtées avant une forte période de pluie, le site s'est chargée en eau (inondation), des particules de bois se sont alors retrouvées dans les réseaux de façon inhabituelle. Ainsi, lors de la vidange des fosses et des canalisations les particules de bois ont été acheminées par le réseau dans le bassin. Les eaux chargées en particules de bois ont circulé dans le décanteur lamellaire avant d'être rejetées dans la rivière 1777. L'analyse des eaux en entrée de bassin permet de constater qu'il y a encore des reliquats d'accumulation dans les réseaux de particules de bois, on constate une teneur élevée en MES (49 mg/l) et DCO (279 mg/l). L'analyse des eaux avant rejet après passage dans le décanteur lamellaire permet de constater que les MES ont été abattues et respectent les VLE. La teneur en DCO élevée nous indique que la pollution est bien localisée dans le bassin et que le décanteur lamellaire n'est pas capacitaire pour abattre une telle DCO. »

L'exploitant présente dans un courriel du 03/10/2023 le protocole préalable à la remise en service du rejet dans la rivière suivant :

- faire venir un hydrocureur pour nettoyer les réseaux ;
- curer la totalité des eaux contenues dans le bassin ;
- les eaux du bassin seront évacuées en fonction du compléments des résultats d'analyses soit vers une station d'épuration (avec Bordereau de Suivi de Déchets), soit vers un centre d'incinération (avec BSDD Trackdéchets) ;
- nettoyer le décanteur lamellaire ;
- réaliser une analyse des eaux rejetées dans le bassin puis en sortie décanteur lamellaire pour vérifier le retour à la conformité aux VLE de notre arrêté préfectoral ;
- adapter notre organisation de maintenance de préventive sur la fosse/pompe de relevage en amont du bassin.

### Inspection du 04/07/24

L'exploitant a réalisé une analyse des eaux du bassin le 08/04/24. Les résultats sont conformes aux VLE de l'article 5.3.8 :

- pH de 7,8
- Hydrocarbures totaux : < 0,5 mg/l
- MES : 3,6 mg/l
- DCO : 29 mg/l
- DBO5 : < 3 mg/l
- Phosphore : 0,2 mg/l
- Azote global : 3,58 mg/l

Lors de l'inspection, RAMERY ENVIRONNEMENT a indiqué que la pollution proviendrait du nettoyage d'une cuve ayant contenu de la mélasse sur le site voisin de TEREOS. RAMERY ASSAINISSEMENT, qui a réalisé l'opération, aurait rejeté les eaux souillées dans le réseau du site. L'établissement est installé sur la dalle d'une ancienne sucrerie qui est en partie commune avec les installations de TEREOS située à l'est du périmètre. TEREOS a effectué ces opérations de nettoyage dans le cadre de la cessation de son activité.

Suite à son courrier du 03/10/23, l'exploitant :

- a procédé au nettoyage des réseaux par hydrocurage le 09/10/23. Bon d'intervention et BSD transmis par mail du 10/10/23,
- n'a pas vidé la totalité du bassin, mais, après échange avec la DREAL, a procédé à un traitement des eaux in-situ par aération, du 17/11/23 au 19/01/24, afin d'abattre la DCO et la DBO5 qui étaient les 2 paramètres problématiques,
- a nettoyé le décanteur lamellaire le 09/10/23. Bon d'intervention et BSD transmis par mail du 10/10/23,
- a réalisé plusieurs analyses des eaux avant de procéder à de nouveaux rejets : dernière analyse en date du 08/04/24 qui montre des résultats conformes aux VLE,
- a établi un « plan de maintenance trimestrielle préventive relevage et traitement des eaux » qui porte sur l'état du bassin, le décanteur et son filtre, les pompes et les vannes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

### N° 3 : Auto-surveillance des eaux résiduaires

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/03/2018, article 10.2.2.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Auto-surveillance des eaux résiduaires

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant fait réaliser une fois par an un prélèvement pour analyse des eaux en sortie du bassin étanche de 3 021 m<sup>3</sup> défini à l'article 5.3.5 avant rejet au milieu naturel sur les paramètres définis à l'article 5.3.8.

**Constats :**

Inspection du 15/09/23

L'exploitant présente à l'inspection le rapport d'analyse du 17/04/2023 des eaux avant rejet au milieu naturel établi sur la base d'un prélèvement réalisé le 04/04/2023.

Les résultats sont conformes aux valeurs limites imposées à l'article 5.3.8.1. de l'AP du 21/03/2018.

L'exploitant présente les résultats d'autosurveillance des eaux résiduelles des années 2019 et 2020 mais n'est pas en mesure de présenter les résultats des analyses en 2021 et 2022.

Inspection du 04/07/24

L'exploitant a réalisé une analyse des eaux en sortie de bassin le 08/04/24. Les résultats sont conformes aux VLE de l'article 5.3.8. Cf point n°2.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/03/2018, article 8.2.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

##### **Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :  
.....

- D'une défense extérieure contre l'incendie de telle sorte que les sapeurs-pompiers puissent disposer, durant 3 heures, d'un débit d'extinction minimal de 150 m<sup>3</sup>/h, soit un volume total de 450 m<sup>3</sup> d'eau, dans un rayon de 150 m, par les voies carrossables, mais à plus de 30 m du risque à défendre. À cet effet, il est aménagé 4 plate-formes d'aspiration de 32 m<sup>2</sup> (4 m x 8 m) minimum chacune, 2 au nord et 2 au sud, en bordure du canal de Calais, permettant de respecter les distances de couverture, accessibles en tout temps par les engins d'incendie, voirie avec portance minimum de 160 kN et signalées conformément à la norme NFS 61-221. Ces plateformes sont implantées à plus de 30 m du risque à défendre et en dehors des flux thermiques. L'exploitant dispose de l'accord des voies navigables de France pour la mise en place de ces aménagements et l'utilisation potentielle du canal. L'interdiction aux bateaux de stationner dans ces zones devra être signalée. Ces ouvrages font l'objet d'une réception par le SDIS. À défaut, l'exploitant peut mettre en œuvre une solution alternative ou un dispositif équivalent répondant aux objectifs précédemment définis après validation du SDIS du dossier technique présenté.
- D'extincteurs de capacité minimale de 6 litres pour l'eau pulvérisée, 6 kg pour la poudre pour 200 m<sup>2</sup> de plancher avec au minimum un appareil par niveau repartis sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. Des extincteurs mobiles de 50 kg sont installés à proximité des différentes zones de stockage extérieures.

##### **Constats :**

Comme le permet l'article 8.2.6, une solution alternative concernant la défense extérieure contre l'incendie a été validée par le SDIS service prévention du Pas-de-Calais lors d'une inspection commune avec la DREAL réalisée le 14 mai 2019.

Il a été convenu l'aménagement de 2 points de pompage dans le canal de Calais qui longe le site



face à la zone de stockage de bois. Un troisième point se trouve devant les anciens bâtiments de la sucrerie au-delà des limites ICPE.

La pérennité des aménagements a été vérifiée lors de la visite, à savoir :

- un zebra au sol de 8 m x 4 m (32 m<sup>2</sup>) avec annotation interdiction de stationner,
- un panneau interdiction de stationner,
- un panneau point ASPI,
- une rambarde de sécurité,
- un dégagement par rapport à la route pour permettre le stationnement,
- un panneau « Interdiction de stationner aux bateaux ».

Les points de pompage sont en dehors des effets thermiques en cas d'incendie et sont à moins de 150 m des risques à défendre. Ils sont placés en dehors des zones de la berge du canal interdites aux camions suite aux risques d'effondrement.

Le 1er point se trouve au niveau du stockage de bois et le 2ème au niveau de la zone Ecomobilier. Face à chaque point de pompage un portail dans la clôture permettant le passage d'un dévidoir mobile a été installé. Les portails sont fermés par des cadenas triangulaires « pompiers ». Un panneau « Stationnement interdit accès pompier » est également apposé. A l'arrière des portails le cheminement est dégagé jusqu'aux risques à défendre.

L'état des aménagements des points de pompage n'appelle pas de remarques.

Comme validé avec le SDIS, 3 extincteurs de 50 kg sont placés à proximité des principaux stockages de bois et la réserve de fuel est protégée par un mur coupe-feux.

Les extincteurs ont été vérifiés le 17/01/2024 par CHUBB.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Rétentions et confinement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/03/2018, article 8.4.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vanne d'isolement

**Prescription contrôlée :**

.....  
Les orifices d'écoulement issus des bassins de confinement sont munis de dispositifs d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées (au minimum une vanne manuelle repérée, accessible et visible en tout temps).

**Constats :**

Le panneau de repérage de la vanne d'isolement du bassin de confinement est à remettre en place.

**Type de suites proposées :** Sans suite